Communiqué commun des Fédérations de l'Education nationale
FSU et UNSA Education
Privas, le 22 septembre 2011

Depuis 4 ans, le Ministère de l'Education nationale a supprimé plus de 52 000 postes.

Le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux met l'Ecole publique à genoux, ne lui permettant plus d'assurer ses missions de Service public. Ce dogme ne permet plus aux personnels d'exercer leur métier avec sérénité et professionnalisme.

Les personnels de l'Education, les parents et les jeunes se sont mobilisés régulièrement au cours de cette année pour dénoncer les 16 000 nouvelles suppressions de postes effectives à la prochaine rentrée scolaire alors même que plus de 60 000 élèves supplémentaires sont attendus. Ces suppressions associées au manque d'ambition éducative dégradent encore plus les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels.

Dans ce contexte, la campagne publicitaire sur les recrutements lancée par le Ministre de l'Education nationale sonne comme une provocation d'autant que la préparation du prochain budget prévoit de nouvelles suppressions d'emplois et n'affiche d'autre objectif pour le système éducatif que la recherche d'économies.

Si le gouvernement cherche à tromper l'opinion en affirmant sans cesse, comme si cela pouvait convaincre, que l'on peut faire « plus avec moins », la France reste un des pays qui investit le moins dans son éducation et donc dans l'avenir.

En Ardèche la réalité de cette rentrée ce sont 16 postes d'enseignants du premier degré en moins pour un effectif global stable (34 élèves de moins) et 10 postes d'enseignants du second degré en moins pour 250 élèves de plus. A cela s'ajoute, le spectre d'un déficit de personnels pour occuper les postes dans le premier degré, annonçant à terme de graves et durables difficultés de remplacement.

En plus de la question fondamentale des postes, l'avalanche de mesures inadaptées, incohérentes et précipitées rend la lutte contre l'échec scolaire chaque année plus difficile.

La nécessité d'une toute autre politique éducative passe aussi par un budget plus volontaire. Pour cela, les organisations FSU et UNSA Education de l'Ardèche appellent les personnels de l'Education nationale et de l'enseignement agricole public à se mettre en grève le 27 septembre prochain. Elles exigent l'arrêt des suppressions d'emplois, une autre logique pour le prochain budget et une transformation démocratique du système éducatif afin d'assurer la réussite de tous les élèves.

RENDEZ-VOUS à 10 heures le 27 septembre 2011 devant la préfecture de l'Ardèche à PRIVAS.

Ce jour là faisons entendre notre voix